REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°79 / NOV 1980 / 3ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts can.

sur la gauche et les syndicats

DES ILLUSIONS A PERDRE...

UN MONDE A GAGNER

EN POLOGNE COMME AILLEURS, RIEN N'EST REGLE

●Durant ces derniers mois, deux événements laissent derrière eux une marque profonde, l'invasion de l'Afghanistan et les luttes ouvrières généralisées en Pologne.

L'invasion de l'Afghanistan, en "force", comme dans une "vraie" guerre, est venue rappeler que la crise économique mondiale pouvait déboucher dans une troisième guerre mondiale. Par contre les luttes ouvrières en Pologne révèlent elles le caractère dominant de l'époque actuelle qui n'est pas celle de la résignation ni du fatalisme.

Ceux qui prendraient les difficultés actuelles des "syndicats libres", marquées par la tendance générale à se faire déborder et leurs polémiques internes, pour la crise du mouvement ouvrier en Pologne, se tromperaient lourdement. C'est au contraire, sous la pression ouvrière, une preuve de sa santé.

Depuis la signature des accords de Gdansk à la fin août qui marquait la reprise du travail, partout en fait le mouvement n'a cessé de se généraliser de gagner d'autres villes, d'autres couches de la population et partout en Pologne les ouvriers prêts et décidés à reprendre le combat et à le porter à un niveau supérieur. Fait extrêmement significatif la combativité ouvrière et la volonté de se battre a gagné jusqu'aux campagnes, où des milliers d'ouvriers agricoles n'attendent qu'une occasion pour engager le combat. Ainsi, il ne se passe pas un jour sans que les fameux "syndicats libres" ne se livrent à leur activité principale : celle d'arrêter les grèves sauvages qui éclatent ça et là.

S'il y a une "crise" en Pologne, c'est celle de l'économie capitaliste, celle de l'appareil d'Etat et celle de ceux qui se faisaient des illusions sur la possibilité de COMPOSER AVEC L'ETAT et qui se sont faits les colporteurs de cette illusion. Ceux-là se retrouvent aujourd'hui coincés entre l'intransigeance de l'Etat et celle des ouvriers. C'est le cas de Lech Walesa et de tous ceux qui croyaient que la classe ouvrière pouvait se constituer et s'organiser en syndicats libres de tout lien avec l'Etat. Ballotés dans une situation qu'ils ne comprennent ni ne contrôlent, ils se retrouvent obligés, quand l'Etat leur impose son "rôle dirigeant" de se cantonner à appeler la classe ouvrière au calme.

Là encore les luttes en Pologne montrent que ces questions ne sont ni des questions qui peuvent se poser dans un cadre national, ni des questions de forces militaires et policières, mais des questions de force sociale et internationale.

Ce n'est pas plus la force militaire de la classe ouvrière que des conflits isolés sous la direction d'un quelconque syndicat qui ont fait que l'Etat polonais soit aujourd'hui isolé, déchiré, paralysé. Sa force, la classe ouvrière en Pologne la tire d'avoir fait de son combat un puissant mouvement DE MASSE sous la DIRECTION COLLECTIVE DE TOUS.

Si l'Etat polonais décidait et se trouvait contraint en dernière extrémité de réprimer par la force les luttes ouvrières, les antagonismes ne seraient pas pour autant réglés car pour cela il faudrait massacrer toute la classe ouvrière. Non seulement une répression directe de l'Etat dans la situation actuelle n'aurait pour résultat que d'aviver la lutte de classe en Pologne, mais une telle répression aurait un impact très fort dans les pays de l'Est et des conséquences catastrophiques pour la bourgeoisie d'Etat : la crise y devient extrêmement grave comme le soviet suprême de l'URSS vient de l'avouer et les mouvements de luttes ouvrières se développent en Hongrie, en Russie, en Roumanie ces dernières semaines.

C'est ici que se révèle l'autre facette de la force de la classe ouvrière, le contenu international de sa lutte et là non seulement au niveau des pays de l'est mais à l'échelle mondiale. Comme le disent nos camarades italiens dans le tract qu'ils ont publié à l'occasion de la grève de la Fiat à Turin "il est significatif que dès le premier mouvement ouvrier important après les luttes en Pologne, le premier cri de combat des ouvriers ait été un mot d'ordre internationaliste: "Gdansk, Turin, même combat".

En Pologne, comme de par le monde, rien n'est réglé. Les contradictions qui minent la société capitaliste, à l'est comme à l'ouest, la crise économique, les luttes entre la classe ouvrière et la bourgeoisie qu'elle détermine et la crise idéologique qui accompagne le tout réclament vivement des solutions. En Pologne, comme en Italie et partout dans le monde, rien n'est réglé, la lutte est devant nous.

ITALIE

FIAT LICENCIE AVEC L'ACCORD DES SYNDICATS

●Un nouvel accord a été signé contre la classe ouvrière. Le coup a été porté et bien orchestré : en quelques heures, on a vu se succéder : la mise en demeure par les tribunaux d'arrêter les piquets de grève, la présence de policiers et de carabiniers aux portes de la Fiat, la manifestation des 40 000 chefs d'ateliers et employés, acclamée pour la "liberté du travail", et enfin, pour conclure en beauté : la signature de l'ACCORD à Rome par les syndicats.

Que prévoit cet accord? La mise en cassa integrazione (1) de 24 000 ouvriers pendant 18 mois avec la promesse de les réembaucher ensuite dans d'autres usines de la Fiat.

Aujourd'hui, avec le développement de la crise, la bourgeoisie se voit contrainte de licencier des dizaines de milliers d'ouvriers dans des secteurs clés de son économie : la sidérurgie, l'automobile. On annonce plus de 50 000 licenciements en Gran-

(suite p. 5)

SOMMAIRE 79

P. 2 ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC

A qui profite le crime : à l'Etat

M 2485-82-3 F

ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC :

UN CRIME QUI PROFITE A L'ETAT

● Les monstruosités assassines d'Anvers, Bologne, Munich, Paris... à considérer leur répartition mathématique au plan des principales puissances capitalistes d'Europe, l'analogie de leur mode et de leurs moyens, leur quasi simultanéité, leur systématisme, et surtout la similitude des réactions et des attitudes politiques qu'elles ont déclenchées, avec un automatisme comme réglé d'avance, sous forme de campagnes anti-terroristes intenses et de grandes messes "démocratiques" ; le fait que le corps bourgeois, au très grand complet, a participé d'un seul tenant à ces campagnes, depuis les hommes de gouvernement jusqu'aux partis politiques, syndicats, gauchistes, professeurs de conscience et de religion, désignent une monstruosité bien plus fondamentale et première que les crimes eux-mêmes. Tout paraît s'ordonner sciemment comme si ces carnages n'avaient dû être en fin de compte produits que pour le seul but de donner à la bourgeoisie le prétexte et les moyens de lancer de vastes campagnes de mobilisation publique, de telle sorte que les gens aient l'impossibilité morale de s'y refuser. Car qui pourrait ne pas clamer son dégoût et son intolérance de ces boucheries ?

Y-a-t-il quelqu'un, d'ailleurs pour sérieusement acquiescer aux mensonges de la propagnade bourgeoise, celle de la droite comme celle des PC et PS, parlant d'une offensive d'un terrorisme continué en force politique ; d'une montée politique du fascisme et du racisme ? Il est aisement constatable, d'après pièces, que les groupes terroristes (ex-FANE, NAR, etc.) sont en eux-mêmes débiles et inconsistants, sans commune mesure, en tout cas, avec l'envergure des attentats. Sans pour autant dénier la véracité du racisme, on reconnaît sans problème que les meurtres racistes, anti-juifs et surtout anti-arabes, ne datent pas, loin de là, d'aujourd'hui, étant d'ailleurs, pour ce qui concerne les arabes, le fait le plus souvent de la propre police de l'Etat.

Et puis c'est vraiment trop gros que tous ces bourgeois bien propres qui viennent protester contre les meurtriers racistes, en oubliant allègrement de dire que le 17 octobre 1961, c'est, officiellement, 140 arabes (400; officieusement) "ratons" comme elle le disait, que la police bourgeoise française - la police, pas les terroristes!- a abattus dans les rues, jetés dans la Seine. A gauche, Marchais, les gauchistes disent : "Giscard complice des racistes". Tout ce qui se réclame ou défend les structures capitalistes, comme la nation, n'est pas complice, mais capitaliste, et raciste, du fait que le racisme est aujourd'hui une façon de décrire les effets du durcissement capitaliste de la société. Ainsi du PCF, socialiste national comme la FANE se dit national-socialiste, qui soutient la politique raciste de contrôle de l'immigration. Pour bien enfoncer le clou de la dénonciation sur l'anti-racisme et l'anti-xénophobisme hypocrite de la bourgeoisie française, citons la récente déclaration de Stoléru, intervenant peu de temps après le choc de la rue Copernic: il ne sera plus accepté de nouveaux travailleurs étrangers en France.

pour des explosions sociales et des affrontements entre les classes. LE BATTAGE DE LA RUE COPERNIC A EVIDEMMENT UNE FONCTION DE DIVERSION. C'est d'ailleurs cela qu'ont tout d'abord compris les travailleurs en ne faisant pas masse, comme il a été remarqué, à la grande manifestation du 7 octobre, où de plus, la gauche leur demandait d'emboîter le pas d'exploiteurs aussi patentés que les giscardiens et Guy de Rotschild ;

-pour faire plébisciter UN RENFORCEMENT DE L'ETAT. Ce n'est pas pure coïncidence que le battage anti-raciste a vite cédé le pas, aussitôt les victimes enterrées, au spectacle ignoble de la querelle entre droite et gauche (PC, PS) bourgeoises au sujet de savoir de quelle police "démocratique" l'Etat a besoin pour mater les explosions sociales. Dans le même temps que les attentats de Bologne, Munich, Paris, les confrères flics de tout l'espace-judiciaire-européen multipliaient les rencontres pour harmoniser les armes, ce qui se traduit entre autres aujourd'hui par le résultat concret de l'adoption de la procédure automatique d'extradition d'éléments taxés de terrorisme comme Prima Linea. Par rapport à cela aussi, l'attitude de défiance relative des travailleurs face à la campagne, à Bologne comme à Paris, exprime un début de compréhension de la vraie visée de l'anti-terrorisme bourgeois : une volonté de s'opposer par la force brutale à tout mouvement ouvrier tendant à sortir du cadre légal et étatique.

-pour FORGER LES ELEMENTS DU CLIMAT DE L'UNION SACREE qui présidera à la guerre.

Pour la France, incidemment, le battage anti-terroriste sert encore à RECHAUFFER, avec un peu de sang des sacrifiés, UN ENGOUEMENT ELECTORAL POUR LE MOINS ANEMIQUE.

Oui, le fond du problème des attentats, leur explication véritable sont donnés par la compréhension de la situation de la bourgeoisie et de son Etat. Les deux problèmes fondamentaux de la bourgeoisie, aujourd'hui, sont la question de la guerre et la question sociale. Par rapport à la première, l'Etat bourgeois n'a pas d'autre choix que de se militariser et vis à vis de la seconde, il est de plus en plus acculé au seul recours de moyens policiers. Les exigences bourgeoises ont cependant comme conséquence de créer une situation d'isolement de l'Etat par rapport à la société et surtout de sa partie ouvrière.

Pourquoi donc les attentats? Ceux-ci ne font pas mieux qu'exprimer la présomption bourgeoise de combler par tous les moyens, y compris assassins, le vide dangereux qui se creuse entre son Etat et tous ceux que leur situation de misère pousse de plus en plus à contester la société capitaliste.

Mx.

UNE GRANDE FETE DE LA BOURGEOISIE : ILS ETAIENT TOUS LA, DE KRIVINE A MARCHAIS ET ROTSCHILD, DEPUTES DE DROITE, DEPUTES DE GAUCHE, POLICE ET SYNDICATS. CEPENDANT, MALGRE UN BATTAGE INTENSE DE TOUS LES MEDIAS, LA CAMPAGNE S'EST VITE EPUISEE DEVANT LE PEU D'IMPACT SUR UNE CLASSE OUVRIERE QUE D'AUTRES QUESTIONS PREOCCUPENT: AUSTERITE, HAUSSE DES PRIX, CHOMAGE... A QUOI LA BOURGEOISIE EST-ELLE PRETE POUR LA RELANCER ?

Non le terrorisme, le fascisme et le racisme ne sont pas le fond du problème des attentats, à la rue Copernic et ailleurs. Quand on s'interroge sur l'auteur de ces crimes -et comment ne le ferait-on pas? - la seule vraie question à poser est : à qui le crime sert?

Nous affirmons : LE VRAI CRIMINEL, C'EST L'ETAT BOURGEOIS, CAR LUI SEUL, NON LES TERRORISTES, EN TIRE UN PROFIT DIRECT.

Des personnes candides pourraient-elles encore s'étonner que la bourgeoisie, son Etat, puissent se livrer à de tels recours sanglants pour parvenir à satisfaire ses besoins? A ceux-là il faut toujours et par dessus tout répondre avec l'exemple de la guerre capitaliste. Le recours à des expédients sordides par l'Etat, telle la création de toutes pièces d'attentats terroristes, n'est en tout cas ni nouveau, ni exceptionnel. L'attentat de Sarajevo en 1914 a fourni l'alibi du déclenchement de la première guerre mondiale, que de toutes façons la bourgeoisie aurait faite. De même, l'incendie du Reichstag en 1933 a pour plus claire explication de masquer la détermination répressive de Hitler vis-à-vis de la gauche parlementaire. Toujours de la pareille eau d'expédient, et plus près de nous, l'affaire des otages iraniens, emballage de problèmes impérialistes ou le fameux "raid manqué" de Carter.

En France, comme ailleurs, la façon générale dont l'Etat se sert des attentats aujourd'hui, est claire:

-pour répondre à la détérioration de la situation économique, et surtout du climat social qu'elle engendre. La tuerie de la rue Copernic n'intervient pas par hasard dans le moment où la bourgeoisie doit avouer un nouvel approfondissement de la crise avec les conséquences que cela implique : récession, restructuration (automobile) et aggravation du chômage (voir les nouveaux licenciements envisagés dans la sidérurgie, les mines, le textile, etc...); au moment où toutes les conditions se réunissent

belgique aussi :
de l'anti-facisme
pour faire passer l'austérité

● *Après l'attentat d'Anvers, la campagne contre la "fièvre fasciste" est relancée encore en Belgique, selon un scénario qui commence à être courant. Scénario bien monté :*

Premier temps: le maire d'Anvers autorise une manifestation d'extrême droite (du VMO), chose qu'il n'autorisait pas d'habitude.

Deuxième temps : une contre-manifestation massive est organisée le lundi 20 octobre à Bruxelles avec la participation du gouvernement, de la gauche, des syndicats... tout le pot pourri de l'antifascisme : les écoles sont fermées, les administrations et les entreprises accordent du temps de travail pour aller à la manifestation, et jusqu'au gouvernement qui interrompt ses consultations pour la constitution du nouveau gouvernement!

Comme l'a déclaré un homme politique belge (Van den Boynants, chef du PSC) en substance : "nous avons été capables de nous unir contre le fascisme, il s'agit maintenant d'être capables de nous unir face à la crise." Maintenant qu'un alibi a été trouvé à l'union nationale, tous unis pour faire passer l'austérité...

La faiblesse de la gauche n'est pas la faiblesse de la classe ouvrière

● 1000 personnes au meeting de Marchais devant les usines Renault à Billancourt. Décidément, malgré le fond commun qu'est la crise économique, nous ne sommes pas dans les années 30.

La gauche et les syndicats n'ont jamais eu une influence aussi écrasante sur la classe ouvrière que dans les années 30, qui culminent dans le Front Populaire, où, dans l'"unité" la gauche peut à la fois encadrer les grèves et organiser le gouvernement.

Aujourd'hui, par contre, l'influence de la gauche et des syndicats est sans cesse plus faible, dans une situation d'opposition au gouvernement et dans la dissension totale. L'interprétation la plus largement diffusée de cette situation, comparée aux années 30, est que celle-ci traduit une crise du mouvement ouvrier, ou encore qu'il y a un réel danger fasciste parce que la gauche est faible. Contrairement à cela , nous affirmons que :

1°) l'encadrement de la gauche sur la classe ouvrière dans les années 30 embrigada la classe ouvrière dans la seconde guerre mondiale au travers justement du faux dilemme fascisme-anti-fascisme, démocratie ou totalitarisme. D'ailleurs, les organisations d'extrême droite n'ont jamais été aussi fortes que dans les années 30 où elles comptaient des centaines de milliers de militants.

2°) Pour nous au contraire, la faiblesse actuelle de la gauche traduit la faiblesse de l'emprise idéologique de l'Etat sur la classe ouvrière. Cette situation où un fossé de plus en plus profond se creuse entre l'Etat et la classe ouvrière, qu'aucune campagne d'union nationale, comme l'anti-fascisme n'arrive à combler, crée les conditions d'affrontements de plus en plus violents contre l'Etat. Situation où les véritables questions face à la crise économique peuvent enfin être posées. A savoir, guerre ou révolution, internationalisme ou nationalisme, pouvoir de la classe ouvrière ou de l'Etat, socialisme ou barbarie.

CONTRE LES MENSONGES TROTSKYSTES

EN POLOGNE AUSSI IL FAUT DETRUIRE LE CAPITALISME

LE SOULEVEMENT DES OUVRIERS EN POLOGNE A FAIT TREMBLER LA SOCIETE SUR SES BASES. CELA FAIT PEUR EN POLOGNE, MAIS PAS SEULEMENT EN POLOGNE. LES FAITS SONT TROP PARLANTS, ET LA BOURGEOISIE OCCIDENTALE NE TIENT PAS A CE QUE LE MYTHE DU SOCIALISME A L'EST S'ECROULE. TOUTE SON INSISTANCE PORTE SUR LE CARACTERE PROFONDEMENT "REFORMATEUR ET DEMOCRATIQUE" D'UN MOUVEMENT QUI POSE EN FAIT DES QUESTIONS PROFONDEMENTS REVOLUTIONNAIRES.

EN SON SEIN, LES TROTSKYSTES, TOUT EN CRITIQUANT LES "EXCES" DU SYSTEME, SE FONT SES DEFENSEURS EN POSANT TOUT EN TERMES DE "REVOLUTION DEMOCRATIQUE CONSERVANT LES BASES DU SYSTEME SOCIALISTE". LES OUVRIERS N'AURAIENT, SELON EUX, AUCUNEMENT REMIS EN QUESTION L'ORGANISATION SOCIALE, MAIS SEULEMENT DEMANDE "D'INTERVENIR PLUS DANS SA GESTION". C'EST CELA? POUR EUX, LA "NOUVELLE REVOLUTION" A FAIRE A L'EST!

●Il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre. Pour les trotskystes, les derniers évènements en Pologne sont la confirmation éclatante de leurs thèses sur les "Etats ouvriers dégénérés". D'après cette théorie, inventée par Trotsky dans l'entre-deux guerres, pour expliquer la nature de classe de la Russie stalinienne, dans un "Etat ouvrier dégénéré" les ouvriers devraient, pour s'émanciper, faire une révolution, mais une révolution "partielle": l'économie y serait déjà socialiste, et les ouvriers n'auraient donc qu'une révolution "politique et démocratique" à faire.

Comme les staliniens, les trotskystes affirment que l'oppression que subissent les ouvriers en Pologne n'est pas capitaliste. Que contrairement à leurs pareils en occident, ce n'est pas contre l'ordre capitaliste que les ouvriers se battent à l'est. Pour eux, les travailleurs des pays de l'est ne devraient accomplir que des changements de forme, puisque les bases sociales sont largement socialistes. Planification, nationalisation, telles sont pour eux les mamelles du communisme. C'est avec ce genre de boniments que les trotskystes contribuent à brouiller les cartes en dénaturant la perspective même du communisme : si le communisme, c'est de l'URSS plus un peu de démocratie, Marchais plus un peu de Mitterrand, non merci.

Pour qui ne se fie qu'aux apparences, et surtout aux travestissements de la presse bourgeoise, à l'est comme à l'ouest, le mouvement de grève de masse en Pologne peut sembler avant tout un mouvement pour une "démocratisation du système", les ouvriers essayant d'imposer des organes syndicaux, la liberté de presse, de réunion, etc. Mais pour qui a une vision claire de l'exploitation, la lutte des ouvriers en Pologne est avant tout la preuve que les ouvriers se battent fondamentalement contre la même oppression dans le monde, en s'opposant à la logique d'un système qui domine la terre entière.

DES BASES ECONOMIQUES PUREMENT CAPITALISTES

-les nationalisations

"La révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même ne sera pas sociale comme en octobre 17. Il ne s'agira pas de changer les bases économiques de la société, de remplacer une forme de propriété par une autre." *(Trotsky, "La révolution trahie")*

"Pour instaurer le socialisme, les travailleurs en Pologne ne remettront pas en cause la nationalisation des moyens de production". *("Dossier Rouge" N°1, publié par la LCR).*

Une des confusions essentielles sur laquelle se basent aujourd'hui ceux qui défendent le capitalisme d'Etat, c'est de confondre rapports de propriété et rapports de production .

Trotsky considérait la forme INDIVIDUELLE de la propriété privée comme une des caractéristiques essentielles du capitalisme. Or, ce qui est la caractéristique essentielle du capitalisme, c'est que la propriété des moyens de production est privée à ceux qui produisent. Que ce soit l'Etat ou un patron individuel qui soit propriétaire de ces moyens de production ne change rien au fait que l'ouvrier est totalement séparé de ce qu'il produit, que les moyens de production, au lieu d' être des instruments au service de son bien-être, sont utilisés contre lui, comme des machines qui le pressurent pour lui extorquer toujours plus. Est ce que pour un OS il y a une différence essentielle entre Renault et Michelin?

La panacée trotskyste de la nationalisation est appliquée à grande échelle à l'Est. Est-ce que les ouvriers en cessent pour autant d' être exploités? Est-ce que les usines, les marchandises, tout ce qui est produit est fait en fonction de leurs intérêts? Les ouvriers polonais ne se sont-ils pas révoltés contre la situation qui leur est faite, tout comme à l'ouest : celle de marchandise qu'on entretient au plus bas coût possible, en augmentant sans trêve la productivité et les cadences et en leur accordant le strict minimum de ce qui est nécessaire pour qu'ils "entretiennent leur force de travail" comme on entretient une machine.

La bourgeoisie privée a été expropriée à l'Est. Mais l'Etat, propriétaire, exploite tout autant les ouvriers. Et cette exploitation se fait suivant les règles fondamentales du capitalisme : salariat, accumulation du capital, orientation de la production en fonction de la rentabilité et de la compétitivité du capital national sur le plan du commerce mondial.

L'Etat à l'est comme à l'ouest est un Etat capitaliste. La révolution ouvrière, qui consiste en premier lieu dans la DESTRUCTION de l'appareil d'Etat bourgeois est, de ce fait même, destruction des fondements de l'économie gérée par cet Etat.

Ce n'est pas uniquement contre les POLITICIENS au pouvoir que les ouvriers polonais se battent, mais AUSSI contre les lois économiques qui font d'eux des exploités et de l'Etat,et de ses membres,des exploiteurs capitalistes.

Il n'y a pas plus de choses à sauvegarder de l'actuelle société à l'Est qu'à l'Ouest.

Mais, insistent les trotskystes, la preuve que c'est SEULEMENT une question "politique" de démocratie et de participation, c'est que tout est fait en Pologne et à l'est en général pour que l'économie ne fonctionne plus selon les lois aveugles du capitalisme, mais selon des décisions conscientes.

-la planification

"La logique de la production n'est plus, pour l'essentiel, la logique du profit, mais elle est déterminée par un plan." Ce qui est très différent de l'ouest où *"les biens sont produits pour être vendus sur le marché et c'est en fonction du profit plus ou moins grand réalisé dans tel ou tel secteur que se dirigent les investissements." (Dossier Rouge, op.Cit.)*

LE PLAN, voilà ce qui suivant les trotskystes faciliterait grandement la tâche du prolétariat. Il suffirait d'en changer la"direction consciente" pour que par miracle exploitation et oppression disparaissent. C'est le même écho qu'on retrouve chez Walesa quand il clame : "seule une participation ouvrière aux décisions du plan peut sortir le pays de la crise". Il en faudra plus pour que la Pologne réorganise entièrement la société selon une autre logique, que production, distribution, circulation de marchandises soient dictées par les besoins humains.

A l'Ouest aussi, il y a des plans, et l'Etat tente de les respecter avec d'ailleurs plus de succès qu'à l'Est. Cela ne prouve en rien un quelconque changement dans le caractère "conscient" de l'orientation de la production. Pourquoi ces plans seraient-ils si différents à l'Est? Qu'est-ce qui les dicte, en fonction de quoi sont-ils établis? Qu'est ce qu'ils planifient?

Est-ce en fonction d'une "décision consciente" que la Pologne exporte son charbon pendant que ses habitants se gèlent ou en fonction des lois aveugles et impitoyables de l'échange capitaliste suivant lesquelles il faut vendre pour produire et produire pour vendre? Est-ce en fonction d'une "décision consciente" de quelques bureaucrates agressifs qu'au moins 20% (12 officiellement) de la production est destinée à la guerre, ou en fonction des lois capitalistes de la concurrence inter-impérialiste mondiale? Est-ce en fonction d'une "décision consciente" que l'économie nationale sombre dans la faillite, ou en fonction de la loi implacable de la crise mondiale du système capitaliste dans son entier qui s'enraye à ne plus pouvoir vendre?

La gestion de l'activité productive ne pourra devenir une activité réellement CONSCIENTE au sens vrai du terme, que lorsque les lois capitalistes auront-elles-mêmes disparues. Quand la production humaine sera orientée par l'ensemble des membres de la société vers la satisfaction de leurs besoins quels qu'ils soient. Quand l'abondance succèdera à la pénurie, quand les forces productives ne seront plus entravées par les aberrations des lois économiques du capitalisme, de la rentabilité à courte vue. Alors et alors seulement la planification sera un outil conscient pour le bien-être des hommes. En attendant, dans le cadre des lois capitalistes la planification aveugle et empirique de l'exploitation et de l'absurdité du système est la seule possible, avec ou sans "contrôle ouvrier".

Les revendications "sociales" des ouvriers en Pologne, salaires, conditions de vie, santé transports,etc, (dont les trotskystes parlent le moins possible) ne sont pas seulement incompatibles avec le "plan" mal établi par des bureaucrates pervertis. Elles sont incompatibles avec le système capitaliste qui règne en Pologne, comme ailleurs, et dont la crise dicte une aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière.

- les classes

Autre agrément des pays de l'Est pour les trotskystes : il n'y a plus de classe dominante. Certes, les ouvriers ont devant eux un Etat, mais la couche qui le dirige, disent-ils, N'EST PAS UNE CLASSE, simplement une couche parasitaire sans force, sans assise économique :

"La capitulation immédiate de la bureaucratie face à une mobilisation massive n'est pas une nouveauté (...), ce sera encore le cas demain, y compris en URSS. Pour nous, trotskystes, ceci est lié à la nature de cette bureaucratie qui ne peut agir que comme "fondé de pouvoir" de la classe ouvrière. C'est bien sûr un fondé de pouvoir qui vole la classe ouvrière, la bureaucratie ment, vole, réprime, pille, mais elle n'a ni rétabli le capitalisme, ni su établir une nouvelle société d'exploitation qui ait sa logique propre." ("Dossier Rouge"N°1)

En d'autres termes, le pouvoir, c'est les ouvriers qui l'ont, seulement ils l'ont délégué à une bureaucratie qui ne s'en sert pas bien. Aussi dès que les ouvriers lèvent la voix, la bureaucratie se soumet immédiatement à son maître .Seuls les cerveaux de petits aspirants bureaucrates peuvent concevoir une telle vision.

La réalité est tout autre, et les ouvriers le savent eux,qui ont toujours vu les"capitulations" apparentes de l'Etat être suivies de sa victoire : en 70, après une répression féroce, des revendications ont été accordées, et effacées par l'inflation en quelques mois. 6 ans plus tard, une nouvelle hausse des prix provoquait un nouveau soulèvement. Le gouvernement a "cédé", mais ce sont les mêmes problèmes qui se posent en 80. La "capitulation" immédiate a certes une racine dans la force de la classe en comparaison de la force de la bureaucratie assise sur un système pourri. Mais ce sont justement les lois implacables de l'économie capitaliste nationale qui reprennent le dessus dès que la force de la classe ouvrière marque le pas.

LA BUREAUCRATIE EST-ELLE UNE CLASSE? C'est "le capital qui produit le capitaliste et non le capitaliste qui produit le capital" (Marx). Les gestionnaires du capital, ceux qui décident quelle part de la production sera réinvestie, quelle sera pour eux et quelle ira aux ouvriers, sont des capitalistes . Ils constituent une classe qui gère l'exploitation ouvrière et en tire profit : la bourgeoisie. Qu'ils soient "salariés" ou non ne change rien à l'affaire. A elle seule, l'existence de l'Etat suffit à prouver l'existence de classes opposées, exploiteuses et exploitées : *"L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliables" (Lénine).*

Ce que la LCR trouve "révolutionnaire" dans les revendications des ouvriers polonais est justement ce qui véhicule les pires confusions,diffusées en particulier par le KOR : par exemple la revendication selon laquelle il faut désigner les directeurs "selon leur qualification et non en fonction de leur appartenance au parti ",et d'ajouter : "dans quel pays capitaliste verrait-on un ancien dirigeant gréviste devenir patron? (Dossier Rouge)" Comme le disait L.O.lors d'une campagne électorale : "ce n'est pas juste que ce soit toujours les mêmes qui soient présidents." Voilà bien le piètre communisme que nous offre les trotskystes : le communisme, c'est d'avoir de bons contremaîtres!

Comprendre que la bureaucratie est une classe, la bourgeoisie, dans un système décadent et totalitaire, c'est comprendre la vraie dimension du combat contre elle : le combat du prolétariat mondial contre le système de la bourgeoise mondiale.

Trotsky le reconnaissait : *Si ces rapports (Etat-bureaucratie-classe ouvrière) se stabilisaient, ils finiraient par la liquidation complète des acquis de la révolution prolétarienne." (La révolution trahie).*

Depuis plus de 50 ans qu'ils se stabilisent, les trotskystes n'ont pas encore compris ce que signifiait le capitalisme d'Etat et en sont venus à colporter les pires des mystifications nationalistes bourgeoises cherchant des replâtrages du système. Les ouvriers polonais, eux, comprennent de plus en plus clairement de quelle nature est l'oppression qu'ils subissent. Quand ils comprendront qu'elle est de même nature que celle que subissent leurs pareils dans le monde entier, mensonges trotskystes et trotskysants qui entravent encore à certains moments leurs combats seront balayés avec tout le fatras qui soutient le système d'exploitation. La révolution de la classe ouvrière mondiale est partout sociale, économique ET politique. Partout les tâches qui l'attendent sont :

-Destruction de l'Etat bourgeois et mise en place du pouvoir des conseils ouvriers.

-Transformation des rapports de production, destruction de l'exploitation, du salariat.

-Transformation du but de la production : vers la satisfaction des besoins de l'humanité toute entière.

D.N.

GUERRE IRAK-IRAN

LA VOLONTE DES U.S.A: METTRE AU PAS LA BOURGEOISIE IRANIENNE

●Le conflit entre l'Irak et l'Iran montre bien l'hypocrisie des grandes puissances : les USA et l'URSS se prétendent neutres dans ce conflit. Pourtant qui a surarmé ces puissances locales du Golfe persique afin de défendre leurs propres intérêts dans cette région, réservoir de pétrole du bloc occidental ? D'un côté, l'Irak équipé de matériel soviétique et depuis peu français, de l'autre l'Iran équipé d'armes américaines.

Avons-nous dans ces conditions à faire à un affrontement déguisé entre les deux grands, par alliés interposés ? Non ! L'URSS dans les faits est en dehors du coup. L'Irak s'intègre au bloc occidental et si l'Iran a manifesté quelques velléités d'indépendance vis-à-vis de l'occident ce n'est pas pour autant pour tomber sous la coupe russe: les intérêts économiques et militaires de l'Iran le lient fortement au bloc occidental et la peur de l'"afghanisation" est là. L'URSS est, d'autre part, déjà très occupée avec l'Afghanistan et la tension sociale au sein de son bloc, et l'avertissement du bloc occidental est clair : il a massé une très importante flotte internationale dans la région (70 navires militaires appartenant aux USA, à la Grande-Bretagne, à la France, à l'Australie, etc.), tout cela n'empêche cependant pas l'URSS d'essayer de renforcer ses positions en approfondissant ses liens avec la Syrie, en proposant son aide à l'Iran.

Ce à quoi nous assistons c'est à une remise en ordre au sein du bloc occidental qui veut mettre au pas l'Iran et se débarasser du régime Khomeiny. L'Irak en lançant son offensive a été l'instrument du bloc occidental pour faire plier l'Iran.

Les intérêts des USA dans ce conflit se situent a plusieurs niveaux :

- mettre au pas l'Iran afin de le réintégrer dans le système militaire occidental sur le flanc sud de l'URSS ;
- mieux intégrer l'Irak au sein du bloc ;
- éviter une chute des cours du pétrole, alors que son coût élevé aujourd'hui est la garantie de l'homogénéité du bloc, en rendant les pays les plus faibles dépendant d'un approvisionnement pétrolier contrôlé par les USA;
- renforcer l'unité de l'ensemble du bloc occidental d'accord pour stabiliser cette région vitale par les armes si nécessaire comme le montre la flotte internationale mise en place dans l'océan indien.

o 0 o

Ces derniers jours, à la suite de la visite du premier ministre iranien Radjaï à l'ONU, une nouvelle fois des rumeurs circulent au sujet de la libération des otages, mais ce qui est en jeu ce n'est pas la cinquantaine d'otages comme le prétend la bourgeoisie iranienne. Le siège d'Abadan, la prise de Khorramshar ne manqueront pas de faire réfléchir les dirigeants de la République islamique.

Les USA peuvent se déclarer neutres, déclarer qu'ils sont contre un démembrement de l'Iran, déclarer seulement vouloir la libération des otages, ils sont les instigateurs de cette guerre que l'ensemble du bloc occidental a préparé comme l'indique le niveau des stocks pétroliers dans les pays industrialisés.

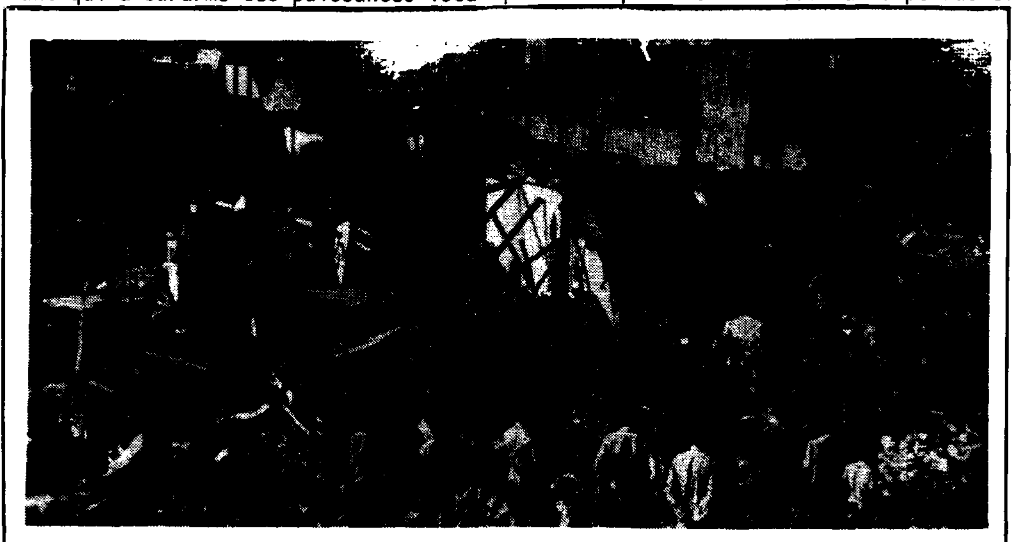
Les pays occidentaux peuvent se plaindre du surenchérissement des prix du pétrole qui découle du conflit, c'est eux qui l'ont provoqué. Ils ont ainsi ressuscité le vieil alibi de la crise et trouvé une nouvelle justification pour imposer l'austérité.

Otages, crise du pétrole, neutralité de l'occident, etc... autant de mensonges de la propagande, alors que cette guerre a tué et blessé par milliers, bombardé des villes, détruit les installations pétrolières (oléoducs, raffineries, etc.). Ce n'est pas un des moindres paradoxes que de voir aujourd'hui l'Irak et l'Iran tous deux "anti-américain" dans les mots, continuer leur propagande sur ce thème et négocier en sous-mains avec les USA qui détiennent les cartes.

C'est au nom de l'anti-USA, contre le "grand satan" que Khomeiny a fait rentrer les ouvriers au travail, leur a fait cesser leur lutte, c'est au nom de la même mystification qu'aujourd'hui il les appelle à défendre la mère patrie, à donner leur sang pour le capital national.

Pour les ouvriers iraniens, comme pour les ouvriers irakiens, comme pour ceux de tous les pays, l'ennemi, la bourgeoisie n'est pas seulement américaine, elle est aussi dans leur propre pays.

J.J.



NAGUERE BASTION DE LA LUTTE OUVRIERE QUI A FAIT RECULER L'ENSEMBLE DU BLOC OCCIDENTAL, EXPULSER LE SHAH DU POUVOIR, ABADAN EST AUJOURD'HUI SOUS LES BOMBES.

LE NATIONALISME A COLORATION AMERICAINE QUI LEUR A FAIT ABANDONNER LEUR LUTTE LES JETTE AUJOURD'HUI DANS UNE GUERRE QUI NE LEUR APPORTE QU'ENCORE PLUS DE MISERE, ENCORE PLUS DE SANG.

ELECTIONS EN ALLEMAGNE

UNE STABILITE PRECAIRE

●Depuis longtemps, la RFA au sein des pays développés a l'air de se tenir au-dessus de la mêlée. La crise économique qui mine toutes les économies nationales ne l'a pour le moment pas sérieusement ébranlée. La lutte de classe reste embryonnaire, et comme pour appuyer toutes ces "particularités", les dernières élections législatives d'octobre, ont renforcé la coalition de gauche déjà au gouvernement (SPD et libéraux), alors que dans nombre de pays la gauche est passée dans l'opposition.

Pourquoi donc la gauche au pouvoir et quelles perspectives ?

Pour comprendre la situation, il faut justement savoir à quoi correspond le SPD et d'où vient son influence dans la classe ouvrière.

Le SPD est le parti bourgeois le mieux approprié pour le gouvernement: il a le soutien total des USA, car Schmidt défend non seulement les intérêts généraux du bloc en RFA, mais en plus il est un représentant actif et dynamique des intérêts occidentaux en Europe et à l'Est. Il représente non les intérêts particuliers de tels ou tels industriels, mais les intérêts globaux du capital national. Il arrive à gérer la crise en évitant une augmentation trop rapide de l'inflation et du chômage. C'est un parti relativement "homogène" et "solide". Enfin il se donne une image démocratique, raisonnable, pacifique, conciliante, proche des intérêts du "peuple".

En dehors du fait que le SPD a une (triste) tradition en tant que parti ouvrier, la mystification qu'il représente aujourd'hui est surtout directement liée à la stabilité économique du pays. En effet, face à la classe ouvrière, le SPD a depuis longtemps cessé d'être le "parti des réformes", le prolétariat ne voit plus en lui son "représentant", d'autant plus que le SPD est profondément lié à un syndicat lui-même bien intégré dans l'Etat et au milieu des "affaires" ! C'est uniquement parce que la crise n'a pas encore attaqué directement la classe ouvrière dans son ensemble, que le SPD a pu maintenir son image de marque. La "confiance" des ouvriers dans le SPD se réduit à:"ils nous ont épargné la crise".

La bourgeoisie se fixait deux buts pour ces élections :

- un renforcement de la coalition de gauche ;
- une caution ouvrière pour le SPD et une participation maximum aux élections.

Seuls les libéraux ont gagné des voix. La participation électorale est restée en-deçà des dernières élections. Le SPD n'a pas renforcé son électorat.

Si le premier but a été atteint, le deuxième, par contre, pas. Malgré un matraquage électoral rarement vu, le SPD n'avait pas développé une campagne électorale centrée sur la classe ouvrière : son seul thème était "face à Strauss (le candidat de la droite) nous sommes le moindre mal". Autrement le SPD s'est bien gardé d'annoncer une politique d'austérité qu'il devra instaurer à plus ou moins long terme, ni de faire trop de promesses à la classe ouvrière. Il ne faut pas réveiller les démons...

QUELLES PERSPECTIVES?

Si donc dans un premier temps, la bourgeoisie a atteint son objectif, la perspective d'un gouvernement SPD n'est pas sans lui poser de problèmes. En effet, la stabilité économique sur laquelle repose la stabilité gouvernementale, tend à s'effondrer. Déjà annoncé par les licenciements massifs dans l'automobile, le renforcement de la crise est attesté par les derniers pronostics du gouvernement, qu'il considère eux-mêmes comme optimistes et qui annoncent pour 1981 une croissance zéro, une inflation de 4 % et plus d'un million de chômeurs. Jusqu'à présent la bourgeoisie a réussi à éviter les luttes dans les secteurs les plus touchés grace aux aides financières, recyclage et autres expédients (lors des licenciements chez Ford, les licenciés ont obtenu des indemnités allant de 15.000 à 25.000 Frs. Il y avait la queue pour donner son congé.), et ainsi elle a pu cacher le caractère inévitable et général de la crise.

Malgré tout, dans de telles conditions la bourgeoisie se tient sur ses gardes et doit éviter à tout prix que se créé un vide tant organisationnel qu'idéologique entre l'Etat et la classe ouvrière, comme c'est le cas à l'Est. La confiance très relative dans le SPD résistera difficilement à la crise, le DGB (syndicat) est ouvertement lié au SPD et ne possède pas de tradition ancrée dans la classe, les groupes gauchistes et le PC sont quasi-inexistants (moins de 0,5 % ensemble aux dernières élections). La seule possibilité pour encadrer à l'avenir les luttes ouvrières est la formation de fractions radicales de gauche dans le SPD et le syndicat. Fondamentalement la situation en RFA est la même que dans les autres pays, où la gauche est dans l'opposition, avec un temps de retard lié à la stabilité économique et à la faiblesse de la lutte de classe. Face aux prochaines luttes, la bourgeoisie commence déjà à s'armer en renforçant ses fractions de gauche.

D'ailleurs, dès le lendemain des élections on a vu la formation d'une telle fraction au sein du SPD, qui a critiqué la campagne électorale "trop peu adaptée aux besoins ouvriers". On ne peut être plus clair. De même on assiste en ce moment à des remous pour un renforcement de la "base"syndicale, et à des grèves d'avertissement dans les postes. Mais surtout l'instrument le mieux adapté à l'encadrement des luttes ouvrières sont les hommes de confiance (équivalent des shop-stewards anglais), mis en place après la vague de grèves de 73 et qui, de par leur relative marge de manoeuvre et leur implantation dans la classe ouvrière, sont un danger réel.

le 21.10.80 N.T.

ITALIE

GREVE A LA FIAT

(suite de la page 1)

de-Bretagne, 20 000 en Allemagne, la fermeture de nombreuses unités en Belgique et en France.

L'empire Fiat, le poumon de l'économie italienne n'échappe pas à cette règle. Et il s'agit pour la bourgeoisie aujourd'hui de faire accepter ces mesures à la classe ouvrière avec l'aide de la gauche et des syndicats. Rappelons-nous la lutte des ouvriers en France ou en Grande-Bretagne après l'annonce des premières mesures de licenciements dans la sidérurgie.

Les ouvriers de Fiat savent qu'ils sont le coeur de la classe ouvrière en Italie. Après avoir été le centre du mouvement en 69 et en 76-77, c'est contre eux que la bourgeoisie a lancé ses attaques les plus fortes : le licenciement de 75 ouvriers en 79 pour fait d'agitation dans les usines, de 1200 ouvriers en juillet 80 pour "absentéisme".

Cette fois ci, la pilule est plus dure à avaler :

-début septembre 80,le patron de la Fiat, Agnelli,annonce la suppression de 15 000 emplois ; les ouvriers réagissent aussitôt à cette nouvelle. Ils se déclarent immédiatement en grève TOTALE. Passant outre les consignes syndicales qui proposent un arrêt de travail de 3 heures, ils manifestent spontanément en masse dans les rues de Turin au coude à coude avec les ouvriers d'Indesit (usine elle-même en grève). Les jours suivants, des manifestations de solidarité auront lieu dans d'autres villes d'Italie, en marge du syndicat et aux cris de "Gdansk, Gdansk". Ainsi, les premières réactions de la classe ouvrière affirment consciemment que seule la lutte de tous les ouvriers UNIS peut faire reculer les licenciements. Que leur lutte est la même que celle de leurs frères polonais et qu'elle suit le chemin de la lutte de l'ensemble du prolétariat mondial.

Les syndicats, tout en reconnaissant la gravité de la situation économique italienne et la nécessité de prendre des mesures de rationalisation (comprenez : licenciements) s'opposent aux licenciements car ils sentent vite que la situation devient incontrôlable.

Devant ces réactions spontanées des ouvriers, Fiat suspend alors la procédure de licenciemements, et propose la mise en cassa integrazione immédiate de 24 000 ouvriers. Les syndicats acceptent "ce mal inévitable" de la cassa integrazione mais ils la veulent rotative pour éviter qu'un groupe d'ouvriers soit directement visé par les licenciements. Les plus touchés sont les éléments les plus jeunes de la Fiat, les moins liés à l'entreprise, ceux qui ont ouvertement manifesté leur méfiance envers les syndicats.

A partir de ce moment-là, les syndicats et le PCI vont tout faire pour prendre le mouvement en mains. Déjà, la mise en cassa integrazione de 24 000 ouvriers immédiatement est une première tentative de la bourgeoisie pour briser le mouvement en divisant la classe ouvrière : une partie reste à l'usine, l'autre chez elle, à la maison. Les syndicats et le PCI s'attellent alors à parachever la division du mouvement: ils déclarent la Fiat "occupée" et ferment les portes de l'usine avec des piquets de grève composés essentiellement de syndicalistes "de base" (délégués d'ateliers) tandis que le gros des ouvriers concernés restent chez eux attendant le résultat des négociations. Une grève générale de 4 heures est décrétée dans l'ensemble du pays. Après la grève de 35 jours, alors que la Fiat disposait de trois mois de stocks, l'accord est signé; il a été accueilli par des huées et des cris de "vendus" par des milliers de délégués dans une salle de cinéma. Les dirigeants syndicaux pensaient que leur tâche serait plus aisée compte tenu de la fatigue des ouvriers après 35 jours de grève. Et pour faire accepter cette escroquerie, les syndicats s'appuient sur la manifestation des cadres, manifestation qui avait réuni plus de 40 000 personnes et qui réclamait le droit au travail... ou plutôt le droit de faire travailler les autres, manifestation qui aurait démontré que les ouvriers sont isolés, qu'on ne peut plus lutter, etc...

Dès aujourd'hui, la classe ouvrière peut tirer un certain nombre de leçons de ce mouvement.

AUJOURD'HUI, RIEN N'EST JOUE

La Fiat, le patron et l'Etat ont marqué momentanément un point à leur avantage -les ouvriers ont été immédiatement défaits, mais pas au point de croire ceux qui ont cherché à leur présenter cet accord comme une victoire partielle. Les syndicats crient que les licenciements ont été suspendus, mais la réalité de la crise se chargera de démontrer le contraire.

La seule victoire de la classe ouvrière c'est la conscience de quels sont ses ennemis. Cette fois, les ouvriers de la Fiat ont compris l'impasse dans laquelle on les avait menés.

QUI A PERDU?

Avant tout, le délégué d'atelier (structure créée après le mouvement de 69) qui voulait régénérer les syndicats à la base et qui vient de perdre ses illusions sur les syndicats. Aujourd'hui, les délégués de base sont même désavoués par les syndicats.

Pourquoi cette bagarre "en famille"? Les délégués, particulièrement ceux qui sont combatifs, ont rempli ces dernières années une fonction vitale pour le syndicat : ils ont récupéré un minimum de crédibilité grâce à la défense de quelques miettes dans les ateliers, dans des conflits bien localisés.

Mais l'aggravation de la crise économique ne permet plus l'existence de ces miettes. Les syndicats sont obligés d'apparaître toujours plus comme les défenseurs de l'économie nationale. Et même les plus petites améliorations au niveau de l'atelier ont fait leur temps.

COMMENT ALLER DE L'AVANT?

Lama a déclaré : "il y en a peut-être qui pensent que Turin est comme Gdansk et qui l'ont même crié (...), mais là-bas les conditions étaient bien différentes." (l'Unita : 17.10. 80). Pour une fois le charognard a raison : Turin n'a pas été Gdansk. C'est seulement une minorité combative de délégués et d'ouvriers qui a participé aux piquets. Mais pourquoi ?

Parce que les piquets des chantiers navals de Gdansk étaient un centre d'auto-organisation ouvrière où chaque jour des milliers d'ouvriers se retrouvaient, non pas pour maintenir fermées les grilles de l'usine (à quoi sert cette action en soi ?), mais pour organiser l'extension de la lutte aux autres villes et catégories de travailleurs. Et pourquoi ceux-ci y venaient-ils par milliers ?

Parce que le fait de faire des piquets avait été décidé par un comité de grève, élu par les travailleurs en dehors et contre les syndicats. Parce que le comité se présentait deux fois par jour à l'assemblée des grévistes pour rendre compte de son action et pour recevoir les ordres de l'assemblée, parce que chaque ouvrier savait qu'il avait la lutte entre ses mains. C'est cela qui a transformé des centaines d'ouvriers apathiques et apolitiques en émissaires capables de parcourir des centaines de kilomètres à travers les barrages de police, avec des appels à la généralisation de la lutte cachés sous les vêtements. A Turin par contre, les piquets n'ont pas servi à élargir la lutte à l'ensemble des travailleurs, mais à occuper les ouvriers et à immobiliser ceux qui étaient les plus combatifs. Ces derniers n'ont JAMAIS eu le contrôle de la situation; pendant 35 jours, ils ont attendu que les négociations de Rome fixent le prix auquel serait vendue leur peau.

Et pourtant le vent de Gdansk souffle même ici : contrairement aux reprises traditionnelles du travail, établissement par établissement, les travailleurs des usines Fiat dans toute l'Italie ont refusé de prendre des décisions avant de savoir ce qu'avaient décidé leurs camarades de Turin.

Mais cette compréhension encore confuse de la nécessité d'unifier les luttes ne peut se traduire en pratique qu'en dehors et contre les syndicats et NON à travers les délégués syndicaux même s'ils sont "de base".

La lutte ne peut être reprise et généralisée que si c'est nous, les ouvriers qui l'organisons nous-même, sans donner de délégations à personne. Les syndicats et les partis "des travailleurs" organisent seulement les défaites.

A ceux qui nous disent qu'il faut travailler plus pour battre la concurrence étrangère, nous leur répondons que l'intérêt commun aux travailleurs étrangers et à nous, c'est de travailler moins.

A ceux qui nous disent qu'il faut avoir confiance dans l'organisation syndicale, nous répondons en discutant entre nous-mêmes, en nous rassemblant, en nous organisant dès maintenant entre travailleurs.

A ceux qui nous disent que quelques licenciements aujourd'hui peuvent résoudre la crise demain, nous leur répondons que si le capitalisme est en crise, c'est une excellente occasion pour le licencier et ne plus le "réembaucher".

L.R.

Extraits du tract diffusé par nos camarades en Italie, le 18-10-80.

(1) Cassa integrazione : caisse gérée par l'Etat et nourrie par les cotisations ouvrières afin de verser une allocation équivalant à 80% (parfois 90%) du salaire à des travailleurs qui ne travaillent pas (ou seulement partiellement).

GREVE A BERLIN

LE MUR DE L'ISOLEMENT

●Quand le 18 septembre dernier les journaux ont donné la nouvelle qu'une grève d'ouvriers ouest-allemands d'un chemin de fer est-allemand avait éclaté à Berlin sur une ligne reliant Berlin-Ouest à Berlin-Est (la "Reichsbahn"), tous les espoirs (pour les révolutionnaires) et les craintes (pour la bourgeoisie) étaient permis. Après les grandes luttes des ouvriers polonais, la reprise du flambeau par le prolétariat allemand -de l'Est et de l'Ouest- aurait pu être un événement d'une importance bouleversante et cela pour des raisons évidentes : la plus forte puissance économique européenne touchée au coeur par un prolétariat s'érigeant par-dessus les frontières des blocs, cela aurait été un saut qualitatif pour la lutte de classe mondiale. Mais cela n'a pas été le cas. Cette grève, qui souffrait de grandes faiblesses, est restée isolée.

C'est une minorité d'ouvriers ouest-allemands qui ont démarré la grève (quelques centaines sur un total de 3 700) autour de revendications sur les salaires et les conditions de travail : parité des salaires avec les cheminots employés par Berlin-Ouest, amélioration des services sociaux, meilleures conditions de travail,etc. Il s'est créé un comité de grève de 20 personnes où se sont centralisés les grévistes des différents lieux de travail. Il faut souligner que l'exigence de "syndicats libres" n'a jamais fait partie des revendications, contrairement à ce qu'a bien voulu faire croire la presse bourgeoise. Interrogés à ce sujet, des ouvriers ont répondu : "Pourquoi aurions-nous besoin de syndicats? Nous avons notre comité de grève !".

La réponse de la direction est-allemande a été intransigeante : refus de négocier et licenciements immédiats des ouvriers les plus combatifs. La principale revendication devient alors la réintégration des ouvriers licenciés. Pendant les 9 jours qu'a duré la grève, le nombre de grévistes n'a cessé d'augmenter mais il n'arrivera pas à dépasser les 600(environ 1/6 des effectifs). Les autres travailleurs de la Reichsbahn se contentent de faire une grève de solidarité passive (vont au travail mais ne travaillent pas). Bien qu'ils soient minoritaires, les grévistes arrivent à bloquer toute la circulation des trains du Reichsbahn. Mais cela ne réussit pas à exercer une pression suffisante en faveur de leurs revendications car les chemins de fer et les camions ouest-allemands sont amplement suffisants pour résorber les passagers et les marchandises supplémentaires. La grève donc ne dérange réellement personne. Seule une solidarité active de la part des cheminots des autres lignes aurait pu donner la possibilité d'une victoire. Mais c'est là la principale faiblesse de la grève : elle reste isolée. Les grévistes n'appellent pas les cheminots de Berlin-Est à débrayer. Quant aux autres cheminots de Berlin-Ouest (employés par des compagnies de l'Ouest), ils ne se sentent pas spécialement concernés par cette lutte contre un patron qui se trouve "de l'autre côté de la frontière". On voit ici les fruits de la propagande de la bourgeoisie occidentale qui n'a cessé de se déclarer "solidaire de la lutte des ouvriers polonais pour la démocratie". De toute évidence les ouvriers y ont cru et au lieu de chercher le seul appui qui aurait pu être efficace -l'appui des autres ouvriers, de l'Est comme de l'Ouest-, ils font confiance aux"forces démocratiques" de Berlin-Ouest (ils demandent à un moment l'appui de la police de Berlin-Ouest pour les défendre de la police Est-allemande; à un autre moment ils demandent que le Sénat de Berlin-Ouest rachète la Reichsbahn...) pour les soutenir. Certes, il est plus facile de se sentir épaulé par la police "démocratique" de Berlin-Ouest que d'essayer de s'affronter à la repression des 2 polices réunies, mais c'est aussi le plus sûr chemin vers la défaite. C'est là la principale leçon de cette grève : méfie-toi de ton "ami" bourgeois.

Cette grève a été encore une bonne illustration de comment les faiblesses de la classe ouvrière font la force de la bourgeoisie qui, ici, a eu plus d'un atout en main pour mener la grève à la défaite : outre l'attitude intransigeante des dirigeants Est-allemands, les ouvriers grévistes ont eu affaire aux menaces physiques de la part des membres du SEW (PC Ouest-allemand) assez implanté à la Reichsbahn qui, bien entendu, s'est comporté en fidèle défenseur du capital Est-allemand. La bourgeoisie de Berlin-Ouest n'a plus eu qu'à faire pendant à celle de l'Est: le Sénat de Berlin-Ouest a pu s'offrir le luxe de se déclarer solidaire des grévistes et de promettre de faire des efforts pour réembaucher les ouvriers licenciés (promesse qui reste encore à accomplir).

Ainsi, épuisée par son isolement, la grève a pris fin quand la police Ouest-allemande est allée poliment demander aux ouvriers de cesser l'occupation de la gare de Moabit, ce dont ils se sont exécutés.

Faut-il tirer comme conclusion que cette grève n'a été qu'un "coup d'épée dans l'eau", qu'elle n'a servi à rien? Non. S'il est vrai que du point de vue des revendications immédiates, elle n'a rien gagné, toute tentative ouvrière d'organiser soi-même la lutte est un pas en avant. C'est en faisant des erreurs qu'on apprend à faire mieux. Si cette fois-ci la grève est restée isolée, si le reste de la classe n'a pas rejoint la lutte, c'est que le pas à franchir est énorme : il suppose pour les ouvriers la conscience que leurs intérêts sont les mêmes des deux côtés de la frontière, ce qui reste occulté par les différences existantes dans la manière dont les ouvriers ressentent la crise capitaliste et le fait que la bourgeoisie des deux côtés joue sur ces différences pour entretenir la division dans les rangs ouvriers.

C'est à cette prise de conscience que nos camarades du CCI en RFA ont tenté de contribuer en diffusant le tract "Seule la généralisation et l'autonomie peuvent mener à la victoire".

Taly.

AMERIQUE LATINE

L'ENFER CAPITALISTE EST PAVE D'INTENTIONS DEMOCRATIQUES

●Dans de nombreux Etats latino-américains, comme récemment en Bolivie ou au Salvador de même qu'au Brésil, en Argentine, au Chili ou au Guatemala, des milliers de syndicalistes, d'oppositionnels de gauche -des libéraux jusqu'aux trotskystes en passant par les staliniens-se font pourchasser, emprisonner, déporter, torturer, tuer.

De toutes parts, sont lancés des appels de solidarité avec les victimes de la répression.

Les démocrates et la gauche ressortent les mêmes mensonges. Parce qu'il est tombé sous les balles de la clique à Pinochet, on a tenté de faire frauduleusement passer Allende pour un "martyr du mouvement ouvrier" alors que quelques mois auparavant, il avait utilisé l'armée pour réprimer la grève des mineurs à El Teniente et Chuquicamata.

On traite aujourd'hui Juan Lechin comme une"grande figure de la cause ouvrière bolivienne" alors que cet actuel dirigeant des syndicats boliviens demandait au lendemain de la guerre, comme Thorez en France, au prolétariat bolivien de retrousser les manches et de "se sacrifier" pour la remise sur pied économique de la nation.

La prison, la torture ou la mort ne sont pas une caution pour laver des crapuleries bourgeoises.

LA VIOLENCE DES CONTRADICTIONS BOURGEOISES

La gauche et les syndicats pour avoir comme fonction particulière l'encadrement de la classe ouvrière, n'en sont pas moins des composantes de l'appareil politique de la bourgeoisie. Toutes les fractions bourgeoises sont rivales entre elles, se font concurrence pour le pouvoir d'Etat et pour le contrôle de l'ensemble de la société comme les différents Etats se font concurrence jusque dans la guerre impérialiste. Seule la résistance prolétarienne leur donne conscience de leur unité de classe.

La violence de l'affrontement de ces fractions dépend de la violence des contradictions et des antagonismes présents au sein de la bourgeoisie. Or le poids de l'accumulation de ces contradictions est énorme en Amérique latine quel que soient les pressions propres et les particularismes de chaque Etat et il n'est pas surprenant qu'elles se règlent la plupart du temps par des coups de force et à coups de canons.

Quelles en sont les causes ?

C'est d'abord le développement de la crise économique au niveau mondial qui crée des ravages plus énormes qu'ailleurs sur les pays les plus faibles dont les ressources sont souvent basées sur un régime de monoculture (café, canne à sucre...) ou l'exploitation d'une matière première (étain, cuivre...) très fortement soumises aux fluctuations du marché mondial.

Ces ravages se traduisent fréquemment par des taux d'inflation à 3 chiffres (le Chili ou l'Argentine ont consacré ces dernières années à redresser des taux d'inflation de 200 % à 400 % , le Brésil dont on vantait naguère les miracles économiques, voit le coût de la vie augmenter de 100 % par an), par un endettement faramineux (plus de 21 milliards de dollars pour la Bolivie tandis que la balance commerciale du Brésil accuse un déficit de 2,5 milliards de dollars)entraînant ces Etats dans le cercle vicieux de demandes de crédits supplémentaires et à accroître leur situation de dépendance envers les puissances impérialistes plus riches et notamment les Etats-Unis.

Cela signifie aussi l'accroissement d'inégalités sociales criantes et le décuplement d'une misère endémique où 60 % de la population crève littéralement de faim. Cette misère se traduit par un mécontentement qui menace toujours de dégénérer en explosions sociales et en émeutes de la famine comme ce fut le cas à Lima en 1976 où les bidonvilles sont légions, comme aujourd'hui dans le Nordeste brésilien, où les saisonniers -ou même souvent journaliers- agricoles ne trouvent plus de travail ou à Rio où la pénurie de haricots noirs, nourriture de base de la population, a provoqué une émeute sauvagement réprimée.

C'est ensuite, sous la décomposition sociale, la débilité de bourgeoisies nationalistes locales qui ont bien du mal à imposer un programme d'orientation économique cohérent et de nationalisations aux autres fractions bourgeoises. Notamment à la puissance traditionnelle d'une oligarchie ultra-conservatrice issue de la lignée de grands propriétaires terriens exploitant,à quelques familles,la plupart des terres du pays et à des"seigneurs capitalistes" tirant leur puissance d'un quasi-monopole de l'exploitation de matières premières ("rois" de l'étain, du cuivre...).

C'est pourquoi le recours est si fréquent en Amérique latine à la seule puissance dans l'Etat capable d'imposer par la force un minimun de cohésion dans la mise en avant de l'intérêt national : l'armée.

LA"DEMOCRATISATION", SOLUTION A L'AMERICAINE

La puissance de l'impérialisme américain qui, dans le jeu des blocs, table de façon vitale sur le contrôle de cette région du monde vient ajouter de nouvelles pressions contradictoires à ce tableau.

Après avoir joué durant des décennies sur des régimes "musclés" pour maintenir l'ordre, après avoir fomenté -à travers la CIA- le renversement d'Allende au Chili et encouragé le coup de force de Pinochet, après avoir protégé pendant des années, contre vents et marées, le maintien au pouvoir du clan Somoza au Nicaragua, les Etats-Unis se sont "découverts" une "âme démocratique". C'est en fait que les Etats-Unis se sont sensibilisés, surtout depuis leur expérience des évènements d'Iran, aux situations de poudrière sociale.

Le degré de misère qui règne en Amérique latine est telle que cette poudrière représente un danger permanent. Si on voit aujourd'hui les Etats-Unis changer spectaculairement de politique, condamner le putsch de Bolivie après avoir précipité l'élimination du dictateur Romero au Salvador l'an dernier, se faire les apôtres d'une démocratisation au Chili ou au Brésil, c'est non seulement pour les besoins de la cause du bloc qu'il domine,fondé sur l'hypocrite campagne "des droits de l'homme" face à l'impérialisme russe, mais aussi parce qu'ils ont appris à leurs dépends que ces régimes de dictature constituaient une entrave majeure à la stabilisation sociale qui leur reste nécessaire pour contrôler la situation. C'est paradoxalement aussi que la gauche, bousculée sur un de ses terrains de dévoiement favori, se trouve contrainte de suivre le sillage et de faire choeur avec la nouvelle propagande américaine et pour se démarquer doit se replier sur une image plus "radicale" et plus nationaliste.

La prise de pouvoir par les sandinistes au Nicaragua a donné l'occasion aux principales puissances impérialistes et aux fractions capitalistes qui s'en revendiquent de se livrer à une surenchère pour aménager leur part d'influence sur une coalition précaire en même temps qu'elle redonnait vie temporairement au mythe de la guerilla que la réalité cubaine ne permettait plus d'alimenter. Ainsi gauche et gauchistes ont pu réanimer des mouvements armés de "libération nationale" (FARC, M-19 en Colombie, APL au Salvador, etc...). Au nom de cette lutte, il y a eu 30 000 morts au Nicaragua, plus de 200 000 au Salvador ces dernières années. Rien d'autre.

Mais le vernis de démocratisation est un luxe que de moins en moins d'Etats d'Amérique latine peuvent s'offrir. Ceux qui peuvent tirer profit d'une ressource particulière comme le Vénézuela ou le Mexique avec le pétrole échappent provisoirement à la règle de la dictature militaire.

Croire aux promesses américaines de "démocratisation" ou aux discours incantatoires de la gauche et des gauchistes, qui ne sont, sous un langage radical que des invites à de nouveaux massacres "pour la démocratie nationale" derrière de futurs exploiteurs serait pour les ouvriers latino-américains la pire des illusions.

C'est à un régime "démocratique" que se sont affrontés les ouvriers vénézuéliens en automne dernier.

QUELLE PERSPECTIVE POUR LA CLASSE OUVRIERE ?

La classe ouvrière doit avant tout ne pas se laisser embrigader derrière les sinistres et sordides règlements de compte entre ces fractions bourgeoises.

Dans un climat de tensions sociales de plus en plus fortes, à travers des conditions de vie de plus en plus insupportables et une misère de plus en plus accentuée qui s'étend à des masses de plus en plus larges que le capitalisme est incapable de faire survivre, la classe ouvrière a su affirmer une énorme combativité sur son terrain de classe. Les grèves de Cordoba en 69, des mineurs chiliens en 71, celle des mineurs péruviens en 78, des ouvriers vénézuéliens en 79, de dizaines de milliers d'ouvriers brésiliens de tous les secteurs en 79 et 80 ont montré à l'ensemble du prolétariat le chemin de la seule lutte capable de poser une alternative à l'impasse actuelle qui ne fait que traduire la faillite générale du capitalisme.

L'Amérique Latine n'est pas une autre planète. Les contradictions insurmontables qu'elle manifeste sont dans leurs fondements les mêmes que celles auxquelles est confronté l'ensemble du monde soumis au capitalisme.

L'Amérique latine exprime à travers sa décomposition économique, politique et sociale l'impasse dans laquelle le capitalisme précipite l'humanité en même temps que la nécessité plus que jamais présente de la révolution prolétarienne.

Pour que la combativité ouvrière à l'oeuvre ces dernières années en Amérique latine puisse s'affirmer, il ne faut pas que les ouvriers se replient et se perdent dans le dédale des contradictions "spécifiquement" latino-américaines ou tente de les enfermer la bourgeoisie.

C'est dans la lutte des ouvriers en Pologne que se trouve l'avenir du combat des ouvriers en Amérique latine, et non dans les promesses de démocratie de la bourgeoisie. Ce n'est pas en Amérique latine que se trouve la solution de leurs problèmes, mais dans la lutte de la classe ouvrière internationale.

Y.D.

BOLIVIE

l'armée massacre, les"démocrates" leur préparent le terrain

●"Bombardements, exécutions sauvages, viols, tortures, la cité minière a connu les désastres de la guerre". Ainsi s'exprimait à Genève devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, le président de l'association internationale des juristes démocrates au retour de Bolivie.

Au moins 3 000 tués dans le centre minier de Huanuni, 900 disparus dans le village de Caracoles, plus de 8 000 prisonniers politiques expédiés dans des camps de concentration, des soldats refusant obéissance à leurs chefs purement et simplement exécutés, comme à Viloco.

Tel est le bilan officiel des massacres autour des mines d'étain et des campagnes environnantes encerclées et investies par l'armée à laquelle se sont joints des commandos civils après le 189ème putsch en 155 ans de l'armée bolivienne ramenant au pouvoir une junte militaire animée par le général Garcia Mesa et le colonel Arce se donnant pour tâche : "d'extirper le cancer marxiste".

De tels "désastres"qui suscitent l'émoi et la désapprobation chez nos bourgeois "démocrates" humanitaires et bien-pensants, les ouvriers boliviens en ont subi à maintes reprises déjà. Ces mêmes démocrates n'ont-ils pas amené les "désastres de la guerre" quand en pleine crise de 29,puis entre 1932 et 35 ils ont déclenché le meurtrier conflit du Chaco entre le Paraguay et la Bolivie, produit de la rivalité non seulement entre ces Etats mais entre les intérêts de compagnies pétrolières sur la région, la Standard Oil et la Shell : 100 000 morts, puis les ravages de la seconde boucherie mondiale ?

Il faut rappeler aussi les tueries de 1965 et de 1967 dans les mêmes mines, sous le général Barrientos. Il ne faut pas oublier les 1 500 morts en 3 jours de combats parmi les milices ouvrières en avril 1952 quand elles se battaient avec l'encouragement des trotskystes du POR et des staliniens pour aider le MNR et le très démocrate et nationaliste Estenssoro à prendre le pouvoir. Aide payée en retour par Estenssoro d'une féroce répression contre le prolétariat. Il ne faut pas oublier les quelques 300 tués et 500 déportés dans la jungle en août 1971 après le coup d'Etat du général Banzer, soutenu par le même Estenssoro alors que le général Torres avec l'appui majeur des mêmes trotskystes et staliniens avait pu désarmer et maintenir l'encadrement des ouvriers pendant des mois au sein "d'assemblées populaires" contrôlées par les syndicats (C.O.B.) et les organisations de gauche.

Il ne faut pas oublier que le "pronunciamento" du 17 juillet suivait de 3 semaines des élections organisées durant"l'intermède démocratique" du gouvernement Lidia Gueiler et qui avait vu la victoire du candidat"démocratique", Siles Soazo, vieux cheval de retour du MNR pour lequel la gauche n'avait cessé de démobiliser la classe ouvrière hors de son terrain de lutte (il fallait payer l'équivalent d'un dollar pour voter, salaire quotidien d'un mineur).

Les larmes de crocodile des "démocrates" de tout poil ne doivent pas faire illusion : la répression n'est pas l'apanage de militaires nourris d'idéaux d'extrême-droite. C'est le gouvernement d'un régime très démocratique et parlementaire qui, à Mexico en 1968, a fait tirer dans la foule sur la place des Trois-Cultures.

Les ouvriers en Amérique latine ne doivent plus tomber dans le même piège qu'on leur tend depuis des années : se battre aux côtés des "démocrates" contre la répression, donner leur vie pour "la démocratisation du pays". Leur seule lutte est la même que partout ailleurs : renverser le capitalisme qui sous un visage démocratique ou dictatorial engendre les mêmes horreurs, la même répression. "Nous n'avons pas d'arme. Notre arme est la justice et la vérité", clamaient les mineurs en grève à Oruro. Il n'y a pas de justice dans un monde d'exploitation.

La seule vérité à comprendre c'est que dans ce monde, ce seront toujours eux les victimes tant qu'ils lutteront aux côtés des syndicats et des partis de gauche pour la démocratisation du pays ou dans des comités anti-répression.

Ce n'est pas seulement à une situation qui évoque les horreurs de la guerre qu'est confronté le prolétariat bolivien, c'est à la barbarie permanente de l'enfer capitaliste.

Pour mettre fin à cette horreur, ce n'est pas les dictatures qu'il faut renverser, c'est le capitalisme.

Y.D.

Réunions publiques et publications du C.C.I.

AIX EN PROVENCE

Permanence le 12 novembre, de 18h à 19h, Café "La Madeleine", place des Prêcheurs .

BORDEAUX

Réunion publique le 29 Novembre, à 17h, au Café Victor Hugo, 52, Cours Victor Hugo, sur le thème : "Syndicalisme ou grève de masse, quelle lutte aujourd'hui?".
Permanence le 6 décembre, de 18h30 à 19h30 au même endroit.

CLERMONT-FERRAND

Permanence : le 2ème samedi de chaque mois à 14 h, Bar Galaxie, rue Fontgiève.
Contact avec les diffuseurs : au marché St Pierre de 11h à 12h le 2ème samedi de chaque mois.

LILLE

Réunion publique le 22 novembre, à 14h 30, 23, rue Gosselet sur le thème: "La politique du Parti Communiste Francais".
Contact avec les diffuseurs : au marché de Wazemmes, le dimanche 16 novembre de 10h 30 à 12h.

LYON

Réunion publique le vendredi 21 novembre à 20h30, 3 rue Diderot (1er ar.) sur le thème : "Syndicalisme ou grève de masse, quelle lutte aujourd'hui?"
Permanence le mercredi 26 novembre à 18h, même endroit.
Contact avec les diffuseurs : au marché quai St Antoine de 10h 30 à 11h 30 le 2ème samedi du mois.

MARSEILLE

Réunion publique le 28 novembre, à 21 h, sur le thème :"Face au chômage, quelles perspectives de lutte?" (lieu précisé par affichage en librairies)
Permanence le 14 novembre de 18h à 19h, à l'Artistic Bar, 4, Cours Joseph Thierry (Réformés).

MONTPELLIER

Réunion publique le 8 novembre, à 17h, sur le thème : "Lutte de classes en Pologne capitaliste.", 17 bis, rue Chaptal, Salle "La Gerbe".

NANTES

Réunion publique le 15 novembre, à 17h, Centre social des Bourderies, sur le thème : "Derrière la relance de,la campagne anti-terroriste, le renforcement de l'Etat bourgeois."
Permanence le 4ème mercredi du mois, à 20h30, café de l'Hotel de Ville.
Contact avec les diffuseurs : au marché de la Petite Hollande, le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30.

PARIS

Réunion publique le vendredi 14 novembre, à 20h30, au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage) sur le thème : "Mystifications nationaliste, anti-fasciste, électoraliste à l'épreuve de la réalité."
Permanence tous les vendredis sauf celui de la réunion publique, à 20h, même adresse (salle orange).

ROUEN

Réunion publique le 22 novembre, à 14h30, à la Halle aux Toiles sur le thème :"Derrière la campagne anti-terroriste, le renforcement de l'Etat bourgeois.".
Permanence le 20 décembre, à 14h30, même adresse.

ST.NAZAIRE

Réunion publique le 21 novembre à 17 17h, au Foyer de Jeunes Travailleurs, sur le thème : "Derrière la relance de la campagne anti-terroriste, le renforcement de l'Etat bourgeois."
Contact avec les diffuseurs au marché, le 2ème dimanche du mois, de 10h30 à 11h30.

TOULOUSE

Réunion publique le 28 novembre à 20h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry, sur le thème : "Face à la remontée des luttes, la bourgeoisie, de la droite à l'extrême gauche , crée la peur du fascisme."
Permanence tous les vendredis sauf celui de la réunion publique, à 18h30 même adresse.
Contacts avec les diffuseurs au marché aux légumes sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux Puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 10h à 13h.

VALENCIENNES

Contact avec les diffuseurs au marché du centre le samedi 15 novembre de 10h30 à 12h.

Accion Proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

Internacionalismo

Apartado 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

Internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365,West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

Internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Internationell Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-Suède.

Rivoluzione Internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

Wereld Revolutie

Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Weltrevolution

Ecrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41

World Revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

REVUE INTERNATIONALE Courant Communiste International
supplément à INTERNATIONALISME et REVOLUTION INTERNATIONALE

ABONNEMENTS

Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X Paris.

REVUE INTERNATIONALE N°23

- *GREVES DE MASSES EN POLOGNE 80: Une nouvelle brèche s'est ouverte.*
- *LA CRISE DANS LES PAYS DE L'EST.*
- *LUTTE DE CLASSES INTERNATIONALE.*
- *LA LUTTE DU PROLETARIAT DANS LA PERIODE DE DECADENCE.*
- *LE PARTI DEFIGURE: La conception bordiguiste.*

Collections de R.I.
Des collections du journal "Révolution Internationale" sont disponibles : Du n°22 au n°46 : 30 F

El-Asnam : c'est le capitalisme qui a tué

L'histoire de l'humanité ne compte plus ces catastrophes naturelles qui, en quelques secondes, tuent des multitudes d' êtres humains. Les religions anciennes y voyaient des manifestations du courroux divin face aux pêchés des hommes. Depuis on a appris qu'elles avaient d'autres causes. Et si, jusqu'à présent, l'homme n'a appris ni à empêcher ni à prévoir les tremblements de terre, il a par contre appris comment construire des bâtiments capables de leur résister et donc comment éliminer pratiquement leurs effets meurtriers.

Il a appris d'ailleurs bien d'autres choses. Il sait cultiver la terre, avec des rendements tels qu'elle pourrait nourrir une population dix fois plus importante que celle d'aujourd'hui. Et pourtant les famines subistent; pire, elles s'aggravent. Il sait combattre la plupart des maladies infectieuses, prévenir les épidémics: elles tuent encore des centaines de milliers d'êtres humains chaque année.

L'homme s'est doté des moyens de se libérer de la plupart des liens de dépendance que lui impose la nature : jamais il n'a paru aussi esclave de situations sur lesquelles il ne semble avoir aucun pouvoir. Chaque connaissance nouvelle, chaque progrès de la technique qui devraient contribuer à enrichir sa vie, mieux épanouir ses potentialités, ne sont utilisés que pour renforcer les destructions, l'oppression, l'exploitation et la misère.

Malgré leur brutalité et leur côté tragiquement spectaculaire, les tremblements de terre sont loin de faire payer à l'humanité son plus fort tribut de vies humaines.

Ce n'est pas dans la nature mais en son propre sein que notre espèce trouve son bourreau le plus cruel celui qui fauche avant l'âge le plus d'êtres humains. Les guerres du "temps de paix" sont cent fois plus meurtrières, sans parler de celles du "temps de guerre". De même les famines dont elles sont responsables, comme celles qui résultent de la totale absurdité d'un système qui enfonce dans la misère des milliards d'individus... pour avoir trop produit de richesses. Même les accidents du travail sont plus meurtriers que les tremblements de terre. Mais de cela, on ne s'émeut pas trop dans "l'opinion" (c'est à dire les officines de la propagande bourgeoise) : il ne fait pas bon rappeler que ce n'est pas seulement de la plus-value soutirée aux ouvriers que se nourrit le capital mais également, tel le dieu Moloch de l'Antiquité, de leur sang.

Mais, mêmes moins meurtrières que celles imputables à des causes directement humaines, les hécatombes provoquées par les phénomènes naturels sont aujourd'hui de trop. Elles ne sont plus cette "fatalité" qu'on se complait à déplorer. Les crises et les guerres aussi sont présentées comme "fatales". Elles le sont effectivement à l'intérieur du capitalisme. De même les "catastrophes naturelles". Malgré les progrès de toutes sortes, les séismes sont de plus en plus meurtriers. Quoi d'étonnant à cela ! La loi du capital est le profit. Et ce profit s'accomode mal de constructions anti-sismiques comme d'industries non polluantes d'ailleurs. Ce n'est pas le capital qui a créé les villes, c'est même plutôt le contraire. Mais c'est lui, par contre, qui en a fait, particulièrement depuis son entrée en décadence, ces monstres qu'on connaît aujourd'hui.

Meme avec des constructions anti-sismiques, Tokyo aurait aujourd'hui un demi-million de morts ou plus si se renouvelait le séisme de 1923, tant y est grand et absurde l'entassement.

Ainsi c'est en se libérant de ces "fatalités" qui ont pour nom l'exploitation, les crises et les guerres que l'humanité pourra se libérer de la fatalité des "catastrophes naturelles".

A El-Asnam, la cité ouvrière de An-Nasr a écrasé plusieurs milliers de ses occupants. Par contre la caserne est restée debout et aucun coopérant n'a été tué. Est-ce un hasard ? Certainement pas !

C'est le capitalisme qui a tué et mutilé des dizaines de milliers d'êtres humains à El-Asnam.

F.M.

BROCHURES

- *LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE*
- *CRISE ET DECADENCE DU CAPITALISME*
- *NATION OU CLASSE*
- *ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE*
- *PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (1972)*
- *RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIERE ET LE TROTSKYSME*

DEBATS INTERNATIONAUX

- *TEXTES ET COMPTE-RENDUS DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE ORGANISEE PAR LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE A MILAN (mai 77)*
- *2ème CONFERENCE DES GROUPES DE LA GAUCHE COMMUNISTE, vol.1 et 2.*

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267
Diffusé par les N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

LA RELIGION AU SERVICE DE L'EXPLOITATION

●Iran, Brésil, Pologne, autant de pays où les contradictions inextricables dans lesquelles s'enfonce le capitalisme décadent ont donné lieu au développement de l'agitation sociale et en particulier à des explosions ouvrières parmi les plus importantes de la période actuelle. Autant de pays aussi où le rôle de l'Eglise semble être -ou avoir été à un moment donné- sur le devant de la scène, offrant ainsi l'occasion aux médias de recouvrir du voile pudique de la "question religieuse" la trop présente réalité sociale. Au-delà de ce camouflage dont se satisfait certes l'explication bourgeoise du monde, le poids que conservent les fractions religieuses dans ces pays, et le rôle qu'elles sont appelées à y jouer n'est pas complètement étranger à la situation sociale qui s'y développe. La contribution de la religion dans une telle situation se résume à la capacité de cette subsistance féodale à constituer, pour une bourgeoisie moribonde, un rempart à la lutte de classe.

Avant même qu'on ait entendu parler de l'existence d'une "opposition démocratique" en Pologne, quelle autre fraction que l'Eglise pouvait prétendre être suffisemment implantée dans la classe ouvrière pour, sinon l'endormir, du moins la contrôler du mieux possible ? Parés de l'auréole des opprimés du stalinisme, les évêques se sont fait les premiers -dès 1956- les porteurs de la contestation démocratique vis-à-vis de l'Etat totalitaire et du parti unique. Dans le mouvement de grèves de 80, on les voit se présenter comme le soutien moral des grévistes, protester le plus énergiquement contre les conditions de vie ouvrière, pour mieux lancer des appels "au calme, à l'esprit mutuel, à la prudence, à la responsabilité et à l'esprit de vérité" , pour mieux rappeler que "l'abandon prolongé du travail, d'éventuelles émeutes ou des effusions de sang sont contraires à l'intérêt de la nation". Au sein des organes chargés des négociations, les intellectuels catholiques, aux côtés de ceux du KOR et autres oppositionnels se font les colporteurs des illusions démocratiques, syndicalistes et nationalistes.

Au Brésil, le Pape débarque en personne dans les bidonvilles pour apporter son soutien à l'opposition syndicale et pour déclarer, au nom de "l'Eglise des pauvres", que "la société sans classe est une utopie basée sur la haine et la destruction". Plus radicaux, les "curés progressistes" ouvrent grand leurs églises à la lutte de classe pour mieux l'y enfermer, transforment en messes les assemblées ouvrières, se partagent avec les leaders syndicaux, tel le fameux "Lula", le contrôle des luttes ouvrières et la tâche d'enfermer celles-ci dans les illusoires réformes sociales et démocratiques.

En Iran, ce sont encore les religieux qui se chargent de canaliser une révolte qui mettait en mouvement pratiquement l'ensemble de la population. L'absence ou l'extrême faiblesse d'une opposition politique de gauche laissait les fractions religieuses comme seule capables d'offrir à l'agitation sociale l'illusion d'une alternative nationale à la dictature du Shah contre l'impérialisme américain.

La force de la religion dans tous ces pays traduit la situation qui prévaut dans les pays les moins développés du globe, là où les subsistances pré-capitalistes se mêlent aux caractéristiques les plus poussées du capitalisme décadent. Le poids des couches paysannes, terrain même de développement de la religion, y imprègne l'ensemble de la vie sociale, en même temps que la survie de la nation impose le développement à outrance du totalitarisme de l'Etat.



UN OUVRIER EN TRAIN DE PRIER : VOILA L'IMAGE QUE LA BOURGEOISIE, A TRAVERS UN DE SES ORGANES DE PRESSE ATTITRES, VEUT DONNER DU FORMIDABLE MOUVEMENT DES OUVRIERS DE POLOGNE. DE CETTE MANIERE, ELLE NOUS INDIQUE CE QUI CONSTITUE L'ESSENTIEL DE SES DESIRS :

LA NATION DEBOUT ET LE PROLETARIAT A GENOUX. UNE CHOSE NE VA PAS SANS L'AUTRE, CE N'EST QU'EN COMBATTANT LA NATION QUE CELUI-CI POURRA SE METTRE DEBOUT.

Dans ce cadre, ce n'est pas un hasard si le développement des fractions religieuses se fait, parmi tous ces pays, dans ceux où la poussée de la lutte de classe impose à la bourgeoisie de chercher à occuper tout le terrain social, alors que l'Etat totalitaire ne peut aucunement semer l'illusion d'un possible partage du pouvoir. L'Iran impérial, comme le Brésil militaire ou la Pologne stalinienne n'échappent pas à la règle qui prévaut pour toutes les bourgeoisies du monde face à la reprise internationale de la lutte de classes : le besoin impérieux de sécréter, dans l'opposition, des forces capables de contrôler l'ensemble de la société et la classe ouvrière en particulier. Tel est le sens du rejet dans une opposition plus "radicale" des fractions de gauche et syndicales de la bourgeoisie dans les pays développés à tradition "démocratique". Qu'ailleurs ce soit à la religion que ce rôle soit dévolu n'exprime pas tant la force de la mystification religieuse que la faiblesse d'une bourgoisie incapable de développer réellement en son sein une "gauche" qui puisse apparaître comme la représentante historique de la lutte ouvrière, à l'image des partis et syndicats sociaux-démocrates ou staliniens.

Le moins qu'on puisse dire est que les limites de l'encadrement religieux se font rapidement sentir dès que le mécontentement social tend à prendre la forme de véritables explosions ouvrières. A ceux qui n'ont voulu voir dans les grèves en Pologne que des ouvriers à genoux, il suffit de rappeler que les appels au calme répétés de l'Eglise se sont heurtés à l'indifférence croissante d'un mouvement qui prenait conscience de sa propre force et pour qui la religion était peut-être beaucoup, mais certainement pas une voie pour la lutte.

Avant cela, l'exemple de l'Iran a montré que si les ayatollahs pouvaient s'appuyer sur la colère populaire, ils étaient par contre largement débordés par la combativité ouvrière que l'arrivée au pouvoir de Khomeiny ne parvint pas à enrayer. Aujourd'hui, la situation intérieure iranienne, même marquée par un recul des luttes ouvrières, est bien la preuve des limites du rôle politique que peut jouer la religion : sur le terrain de l'encadrement de la classe ouvrière, elle a dû laisser la place à une opposition stalinienne, plus capable aujourd'hui d'entraîner les ouvriers derrière la défense de la nation dans la guerre avec l'Irak.

En tant que fraction de gouvernement, les ayatollahs se sont guère plus reluisants, et la pression américaine, entre autres, est là pour imposer leur remplacement à la tête de l'Etat par des fractions plus cohérentes de la bourgeoisie autour de Bani Sadr.

Quant au Brésil, si l'Eglise semble parvenir à réaliser un encadrement relativement efficace, vu le caractère explosif de la situation sociale, cela est dû essentiellement à la collusion étroite qui se fait dans ce pays entre l'Eglise et les syndicats : c'est bien plus comme promoteurs du syndicalisme que de la parole de Dieu, que les "curés de base" parviennent à assurer tant bien que mal le contrôle sur la combativité ouvrière.

L'OPIUM DU PEUPLE

"La misère religieuse est en même temps l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, le coeur d'un monde sans coeur, de même qu'elle est l'esprit d'un monde sans esprit. Elle est l'opium du peuple." disait Marx, décrivant clairement la fonction de la religion : une protestation contre la réalité, opposant à celle-ci la "consolation" que peut donner l'idée qu'il n'existe aucune alternative, sinon en dehors de cette réalité.

Aujourd'hui que la réalité de la misère se fait de plus en plus sombre, la bourgeoisie ne manque pas de continuer de faire appel à cette fonction séculaire de la religion. Ne choisiton pas un Pape polonais, élevé au rang de star internationale, pour porter devant les peuples la bonne parole cartérienne : celle de la campagne pour les "droits de l'homme" et pour la guerre.

Mais l'effondrement du capitalisme, avec son cortège de misère, porte aussi avec lui celui de toutes les idéologies sur lesquelles peut s'appuyer la bourgeoisie; la consolation du ciel, si profondément implantée soit-elle dans la conscience des exploités, est bien impuissante à barrer la route au réveil d'une classe entière qui se dresse contre l'exploitation. On l'a vu, la religion doit, elle aussi, radicaliser son langage, "reconnaître la lutte de classes", si elle veut continuer d'être cet opium du peuple. Mais, là encore, le "radicalisme" qu'il soit syndical, politique ou religieux traduit le recul des places fortes idéologiques de la bourgeoisie devant la montée de l'alternative unique qui se dessine de plus en plus clairement aux yeux du monde: la révolution prolétarienne. Il ne s'agit pas pour nous de nier le poids encore très lourd des sentiments religieux dans la conscience de ceux qui subissent tout le poids de l'exploitation, mais les illusions qui ont servi depuis des siècles à perpétuer la dictature des classes dominantes ne cesseront totalement d'encombrer la conscience des vivants que dans la société sans classe.

"La religiosité des masses ne disparaitra complètement qu'avec la société actuelle, quand l'homme, au lieu d'être dominé par le procès social, le dominera et le dirigera consciemment". (Rosa Luxemburg: "Le socialisme en France".).

Rappelons nous seulement que les milliers d'ouviers qui en 1905 s'étaient mis en marche derrière un pope, partaient trois mois plus tard à l'assaut du ciel, répandant partout les Conseils ouvriers.

JU.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.